

# Menace sur la compétitivité

À la sortie de son annuaire, l'UEL appelle à des réformes



Avec les autres membres de l'UEL, Nicolas Soisson tire la sonnette d'alarme

Photo: Didier Sylvestre

## LUXEMBOURG

CATHERINE KURZAWA

C'est une tradition, l'Union des Entreprises Luxembourgeoises publie chaque année son annuaire de la compétitivité, histoire de comparer les situations économique, sociale et financière du Luxembourg avec celles des autres pays européens.

Et pour cette édition, la conclusion de l'UEL est sans appel: «Le Luxembourg est en perte de compétitivité.» Pour illustrer cela, certains des vingt-quatre indicateurs, repris de sources officielles, sont assez clairs. Par exemple, le coût salarial unitaire nominal. Rien qu'en 2012, les projections donnent une hausse de ces dépenses de l'ordre de 4,1%. «Le coût salarial est en constante augmentation et déconnecté de la réalité économique», commente Nicolas Soisson, le directeur de la Fedil, organisation membre de l'UEL.

### Préserver les atouts

Mais ce n'est pas tout: l'UEL flingue aussi l'inflation, l'indexation des salaires et les automatismes des conventions collectives. Le constat n'est pour autant pas complète-

ment morose. Le Luxembourg se distingue toujours des autres pays européens par un taux de TVA plancher (15%), soit le plus bas des Vingt-sept.

Quant à l'impôt des sociétés, le Grand-Duché reste certes au-delà de la moyenne européenne, avec 28,8% en 2012. Mais par rapport aux pays limitrophes, le Luxembourg demeure le plus attractif.

«L'attractivité fiscale est l'élément clé de la compétitivité du pays», explique Nicolas Soisson. Dès lors, l'Union se montre méfiante face aux mesures de hausses fiscales annoncées, qui «nuisent à la prévisibilité et à la stabilité de notre cadre fiscal.»

### Chômage en hausse

Outre des indicateurs de compétitivité, l'UEL présente aussi des indicateurs du niveau de vie dans son annuaire. Et dans ce registre, le Luxembourg apparaît généralement dans les premiers de classe. Un exemple? Le revenu national brut par habitant y est le plus élevé, à une prévision de 48.190 euros en 2012. Quant au taux de chômage, le Grand-Duché reste parmi les mieux lotis, avec 5,2% prévus en 2012 soit le troisième plus bas, derrière l'Autriche et les Pays-Bas.

Mais «ce n'est pas si positif que cela», tempère Nicolas Soisson. En effet, un bond dix ans en arrière nous rappelle que le taux de chômage y était alors de 2,6% ...

### Le danger de la dette

L'UEL s'inquiète aussi de la progression de la dette publique. En dix ans, elle a plus que triplé, passant de 6,3% à 21,4% du PIB. Mais comparée à celle des autres pays européens, la dette luxembourgeoise reste parmi les plus basses, à 18,3% du PIB en 2011.

Enfin, le Luxembourg se distingue de l'ensemble des Vingt-sept sur le plan des dépenses sociales. Assurance maladie, prestations familiales, assurance invalidité, assurance vieillesse: le Grand-Duché est le plus généreux. Mais à quel prix? 14.246 euros par habitant en 2009, précisément.

De quoi apporter de l'eau au moulin de l'UEL, qui appelle à réduire les dépenses publiques, mais aussi à soutenir l'investissement et augmenter la productivité. Car pour l'Union, il n'est pas seulement question d'une dégradation conjoncturelle mais aussi de «facteurs aggravants internes augmentant la vulnérabilité du Luxembourg.»

➔ [www.uel.lu](http://www.uel.lu)